



Changement Social et Comportemental – Enseignements Tirés du Programme Mondial Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Renforcement de la Résilience

QU'EST-CE QUI (N')A (PAS) FONCTIONNÉ ?

Publié par la

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

À son titre d'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable.

Publié par :
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

E info@giz.de
I www.giz.de/en

Projet Sectoriel Politique agricole et Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Responsable pour la publication :
Annekathrin Rosa, GIZ

Auteur :
Petr Schmied, SBC and M&E Consultant, Prague
petschmied07@gmail.com

Rédaction :
Djihan Skinner

Conception/Maquette :
Ira Olaleye, Eschborn

Crédits photos/Sources :
Image de la couverture : Femme avec un petit enfant et homme travaillant dans un champ au Burkina Faso. © GIZ/Michael Jooß.

Matériel cartographique :
Les représentations cartographiques ne servent qu'à des fins d'information et n'ont pas valeur de reconnaissance juridique de frontières ou de régions. La GIZ n'assume aucune garantie en ce qui concerne l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité du matériel cartographique mis à disposition. Toute responsabilité concernant des dommages ayant été provoqués, de façon directe ou indirecte, par leur utilisation est exclue.

Sur mandat du
Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Division 123

Bonn 2021

Liste de abréviations

ADRA	Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire
CRS	Catholic Relief Service
CSC	Changement social et comportemental
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
IEC	Information, éducation, communication
MGNREGA	Loi Mahatma Gandhi sur la garantie d'emploi en zone rurale
ONG	Organisation non gouvernementale
PSAN	Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle
S&E	Suivi et évaluation
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

Sommaire

Sommaire	4
Contexte	5
Méthodologie	5
Enseignements en matière de CSC : Conception du programme	6
Enseignements en matière de CSC : Exécution du programme	8
Enseignements en matière de CSC : suivi et évaluation	17
Et après ?	20

Remerciements

L'auteur de ce rapport remercie tous les collaborateurs de la GIZ et de ses organisations partenaires pour les informations particulièrement utiles communiquées dans le cadre de cette étude. Ces travaux n'auraient pas pu être réalisés sans l'appui financier du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).



Tout au long de ce rapport, vous trouverez des cases à cocher comme celles-ci à côté de chaque leçon apprise. Elles ont été incluses pour vous permettre de cocher plus facilement les leçons qui vous semblent pertinentes pour votre programmation et dont vous souhaitez discuter avec vos collègues.



Femmes s'exerçant à préparer des recettes plus nutritives dans un village éthiopien.
Photo : © GIZ/Claudia Ruff.

Résumé

Ce rapport présente les principaux enseignements tirés des actions de changement social et comportemental (CSC) menées par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et par ses partenaires au Burkina Faso, en Éthiopie, en Inde, au Malawi et en Zambie. La lecture de ce rapport offre une excellente vision de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas en matière de changement des comportements. Vous pourrez en tirer de nombreux enseignements utiles, dont voici quelques exemples :

La connaissance n'entraîne souvent pas de changement de comportement. Vous devez comprendre les véritables motifs qui poussent certaines personnes à (ne pas) adopter un comportement et agir sur ces motifs.

[voir page 9](#)

Une des meilleures solutions pour un directeur de programme est d'inciter tous ses collaborateurs à faire continuellement preuve de « curiosité » pour comprendre pourquoi certaines personnes (n') ont (pas) les comportements encouragés, puis à utiliser ces informations dans leur travail.

[voir page 8](#)

Une des stratégies de CSC les plus efficaces consiste à identifier les pairs qui utilisent déjà les comportements encouragés (c'est-à-dire les « déviant positifs ») et à faire en sorte que les autres personnes puissent échanger avec eux au sujet de leur expérience et observer les avantages qu'ils en tirent.

[voir page 12](#)

Les enquêtes quantitatives sont beaucoup plus utiles si, au lieu de mettre par défaut l'accent sur les connaissances des personnes, elles étudient l'ampleur des principaux obstacles et facteurs motivants associés aux comportements encouragés.

[voir page 18](#)

Impliquez des personnes respectées au niveau local, par exemple les chefs de village, dans la promotion des comportements souhaités. Leur influence peut améliorer l'efficacité de votre travail.

[voir page 11](#)

Les personnes qui font souvent et volontairement la promotion des comportements souhaités sont la principale composante de tout programme. Assurez-vous qu'elles disposent des compétences sociales nécessaires pour promouvoir efficacement les comportements clés.

[voir page 13](#)

Le meilleur moyen de garantir l'engagement actif des hommes n'est pas de leur dire ce qu'ils doivent faire, mais d'organiser des discussions sur leur rôle et de promouvoir des exemples positifs (sur une période prolongée dans les deux cas).

[voir page 10](#)

Les matériels de CSC qui se contentent de dire aux gens ce qu'ils doivent faire risquent d'être moins efficaces que ceux qui s'attaquent à un obstacle à la mise en pratique d'un comportement ou qui font la promotion d'un facteur motivant associé à la pratique du comportement.

[voir page 13](#)

Les interventions en matière de nutrition ne doivent pas être axées principalement sur les mères. Elles doivent impliquer à la fois les mères et les pères (et si possible d'autres membres de la famille, par exemple les grands-mères).

[voir page 9](#)

Plusieurs facteurs clés sont fréquemment à l'origine de la réussite ou de l'échec des interventions liées à la production de légumes et à l'élevage. Utilisez-les lors de la conception et de la mise en place de l'appui requis.

[voir page 15](#)

Pour garantir l'efficacité des activités d'un programme, il est essentiel de mesurer et d'améliorer les taux de participation à ces activités.

[voir page 18](#)

L'engagement d'un spécialiste du CSC au moment de la conception d'un nouveau programme contribue à s'assurer que les bonnes pratiques sont prises en compte dès le début.

[voir page 7](#)

Contexte

Partout dans le monde, la GIZ met en œuvre des interventions sur la sécurité alimentaire et la nutrition qui encouragent l'adoption de comportements destinés à protéger et améliorer la vie des gens, tels que la consommation d'aliments variés, l'allaitement exclusif ou le lavage des mains avec du savon. Pour permettre aux populations ciblées d'adopter ces comportements, la GIZ et ses organisations partenaires utilisent une variété d'activités et d'approches de changement social et comportemental (CSC).

Pour consolider son expérience du CSC, le programme sectoriel de la GIZ « Politique agricole et sécurité alimentaire et nutritionnelle » a réalisé une étude afin d'identifier les principaux enseignements tirés de ses programmes de CSC. L'étude a porté sur cinq composantes pays du programme mondial « Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience améliorée » (ci-après, Programme mondial) qui est mis en œuvre au Burkina Faso, en Éthiopie, en Inde, au Malawi et en Zambie de 2015 à 2025. L'objectif était de documenter les principaux enseignements acquis au niveau de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des activités de CSC de la GIZ dans ces cinq pays afin d'améliorer l'impact des programmes de CSC de la GIZ et de ses partenaires. La GIZ met également ces enseignements à la disposition d'autres acteurs du développement qui travaillent à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'étude a été réalisée de septembre à décembre 2020 par Petr Schmied, consultant en CSC, en collaboration étroite avec les équipes de pays de la GIZ et avec leurs organisations partenaires, à savoir : CARE et United Purpose (Malawi) ; CRS (Zambie) ; Welthungerhilfe et ses partenaires locaux Darshana, MGSA et Parmarth (Inde) et VARENA ASSO (Burkina Faso). L'auteur s'est efforcé de limiter la longueur du rapport (pour que les gens le lisent) tout en fournissant suffisamment de détails. Si vous souhaitez en savoir plus sur un enseignement en particulier, vous pouvez envoyer un e-mail à l'auteur.



Collaborateurs de la GIZ et de ses partenaires au Malawi participant à un atelier sur les enseignements en matière de CSC. Photo : © GIZ/Anja Schmidt.

Méthodologie

L'étude avait pour but d'identifier les principaux enseignements relatifs à la conception, à la mise en œuvre et au S&E des activités et des approches visant à améliorer les comportements des populations ciblées en matière d'agronomie, de nutrition et d'hygiène. Elle souhaitait trouver une réponse aux questions suivantes :

- Qu'est-ce qui (n')a (pas) fonctionné ?
- Pourquoi est-ce que cela (n')a (pas) fonctionné ?
- Que doit-on reproduire ou améliorer, et comment ?

Pour répondre aux questions, le consultant a utilisé les sources d'information suivantes :

1. **Examen des ressources secondaires** : au total, 85 documents ont été examinés, notamment des rapports d'avancement, des documents décrivant des activités de CSC précises, des rapports de S&E, des rapports de recherche formative et d'autres ressources.
2. **Ateliers sur les enseignements acquis** : les équipes du Programme mondial en Inde, au Burkina Faso et au Malawi ont organisé des ateliers d'une demi-journée pour trouver des réponses aux trois questions clés de l'étude. Plus de 50 membres du personnel de la GIZ et de ses organisations partenaires (tous niveaux hiérarchiques confondus) y ont participé. Tous les ateliers ont suivi les instructions précises préparées par le consultant.
3. **Entretiens en ligne** : le consultant a réalisé 9 entretiens approfondis avec des collaborateurs de la GIZ et de ses ONG partenaires pour étudier plus en détail les principaux enseignements identifiés pendant les ateliers et dans les documents examinés. Pour que les gens se sentent plus à l'aise à l'idée d'exprimer leurs opinions, il a été convenu que tous les propos resteraient anonymes.

Le contenu audio des ateliers et des entretiens a été enregistré pour permettre une analyse précise des sujets abordés. Les données recueillies sur les divers enseignements ont été codées manuellement selon leur signification. La version préliminaire de ce rapport a été envoyée à la GIZ et à ses organisations partenaires afin d'obtenir leur feedback qui a ensuite été pris en compte.

ENSEIGNEMENTS SUR L'IDENTIFICATION DES ENSEIGNEMENTS ACQUIS

Le processus d'identification des enseignements clés a fait émerger les expériences suivantes :

- La plupart des enseignements ont été identifiés dans le cadre d'ateliers impliquant une large variété de collaborateurs de la GIZ et des ONG partenaires.
- Les discussions sur les enseignements qui ont eu lieu pendant les ateliers ont joué un rôle aussi important dans le travail ultérieur de la GIZ que les résultats des ateliers.
- Par contre, les documents existants ne contenaient qu'un nombre limité d'enseignements (moins de 15 % de l'ensemble des enseignements identifiés).

Enseignements en matière de CSC : Conception du programme

Ce chapitre décrit les enseignements relatifs à la phase de conception du programme.

Choix des activités

Le Programme mondial s'efforce de lutter contre les causes multisectorielles de la malnutrition, telles qu'elles sont définies dans le cadre conceptuel de la sous-nutrition infantile de l'UNICEF. Intervenant dans plusieurs secteurs, les cinq composantes pays du Programme mondial ont fait appel à différents types d'activités et d'approches de CSC, tels que des groupes de prestataires de soins, la mise à disposition de différentes informations, des démonstrations de cuisine, des potagers familiaux, des formations, des prestations de conseil, des événements de plaidoyer, des émissions radio, du théâtre de rue, la diffusion de matériels de communication de CSC et de nombreuses autres interventions dans différents secteurs. Ces interventions étaient intégrées de manière à ce que « chaque composante du cadre de l'Unicef soit couverte ». L'objectif était de « ... disposer d'un ensemble holistique d'activités se complétant parfaitement »¹ Même si une telle intention est parfaitement justifiée, elle n'est pas dénuée de difficultés. Un collaborateur de la GIZ explique qu'il n'a pas été facile de gérer et de surveiller un si grand nombre d'activités. « Nous courons le risque d'en faire trop sans savoir lesquelles de nos activités sont les plus efficaces et lesquelles constituent ... un bon investissement ». Les équipes du programme auraient apprécié que les activités soient classées par ordre de priorité en fonction de leur efficacité, ce qui leur aurait permis d'en utiliser moins (et, dans l'idéal, d'avoir plus d'impact). Toutefois, l'expérience de la GIZ montre qu'il a été très difficile de déterminer dans quelle mesure les « activités fonctionnent », notamment parce qu'il est compliqué de savoir à quelle activité les résultats peuvent être attribués.

La meilleure réponse à ce problème n'est probablement pas d'approfondir encore plus la recherche, mais de modifier la méthode utilisée pour sélectionner les activités. L'objectif ne doit plus être d'étudier les types d'activités de CSC qui « fonctionnent le mieux » en général, mais de déterminer quelles activités sont mieux à même d'éliminer les obstacles qui empêchent les gens d'adopter les comportements prioritaires (c'est-à-dire ceux qui se sont avérés efficaces pour lutter contre la sous-nutrition mais que de nombreuses personnes ne pratiquent pas). Par exemple, si le principal obstacle à l'allaitement exclusif est un manque de connaissances sur les moyens de surmonter les difficultés liées à l'allaitement, le programme doit s'efforcer d'accroître la mise à disposition et l'utilisation de services de conseil compétents plutôt que d'organiser des « sessions de sensibilisation » générales à l'importance de l'allaitement. **Le principal critère de priorisation des futures activités doit être la capacité d'une activité donnée à agir sur les principaux obstacles ou facteurs motivants qui ont été identifiés par la recherche formative de la GIZ.**



¹ Entretien avec un collaborateur de la GIZ. 5 novembre 2020.

Priorité aux comportements

La théorie du changement du programme (et les indicateurs associés) est clairement axée sur les comportements visant à entraîner des changements spécifiques dans l'adoption de pratiques d'agronomie, de nutrition et d'hygiène. Selon un participant à un atelier sur les enseignements acquis au Burkina Faso : « Le projet cible les principaux comportements qu'il veut changer et cette approche a permis au projet de mieux guider et orienter. » Dans le même temps, cela ne sera probablement possible que dans les composantes pays qui se sont arrangées pour promouvoir un nombre limité de comportements.



Une travailleuse communautaire à Dano au Burkina Faso encourageant l'utilisation de régimes alimentaires plus variés. Photo : © GIZ/Michael Jooß.

Durée du programme

La durée des cinq composantes pays du Programme mondial est de 10 ans (2015 à 2025). Le fait de disposer de 10 ans pour lutter contre les causes sous-jacentes de la sous-nutrition est, normalement, le « rêve de tout acteur de mise en œuvre ». L'avantage indiscutable que présente une période de mise en œuvre aussi longue est toutefois difficile à exploiter car la prolongation du programme s'est faite par périodes de 1 à 3 ans. À l'origine, le programme était conçu pour durer 2 à 3 ans, avant d'être étendu à 5 ans, puis finalement à 10 ans. Selon un collaborateur de la GIZ interrogé, cela a eu un impact négatif sur l'efficacité du programme : « Si vous partez avec l'idée que vous n'avez que 3 ans pour faire quelque chose, vous agissez rapidement mais pas toujours bien. Vous êtes actif mais pas nécessairement efficace. » Il est donc recommandé que les interventions liées à la nutrition avec une forte composante de CSC durent au moins 5 ans.



Une femme et son enfant du village de Talgaon en Inde participent à une session de PLA (Participatory Learning and Action). Photo : © GIZ Projet FaNS Inde.

Timing des activités

Les participants à l'étude insistent sur l'importance d'ajuster le calendrier des activités aux ressources et aux engagements existants des personnes ciblées, par exemple en s'assurant que les activités les plus chronophages ne sont pas mises en œuvre à un moment où elles sont prises par des tâches agricoles (saisons des semis ou des récoltes, etc.) ou par des événements culturels (fêtes religieuses, etc.). Il faut également tenir compte des périodes de la journée pendant lesquelles 1) les femmes et 2) les hommes sont occupés par des tâches domestiques, la garde des enfants et des activités génératrices de revenus. En même temps, la promotion de comportements qui exigent des gens qu'ils investissent de l'argent (achat de semences ou d'un poste de lavage des mains, etc.) doit, dans l'idéal, avoir lieu juste avant les rentrées d'argent prévisibles (avant la récolte de cultures commerciales, etc.). Même si ces considérations demandent de la planification et des efforts supplémentaires, elles auront probablement un impact positif sur le taux de participation et sur l'adoption des comportements encouragés.

Stratégie de CSC

Trois des cinq composantes pays du Programme mondial possèdent déjà ou sont en train d'élaborer leurs propres stratégies de CSC. Celles-ci sont perçues comme offrant aux acteurs de la mise en œuvre une orientation plus claire sur les moyens à utiliser pour concrétiser les changements de comportement souhaités et s'assurer que chacun a la même vision de la finalité du CSC. Dans le même temps, il apparaît clairement qu'une stratégie de CSC ne doit pas prendre la forme d'un document volumineux mais plutôt d'un guide pratique assorti d'un plan d'action qui peut être révisé régulièrement en collaboration avec le personnel chargé du programme, de la communication et du S&E. L'équipe éthiopienne indique également qu'une stratégie de CSC doit être conçue avec et par des personnes qui comprennent le contexte local et non pas sous-traitée à des consultants externes. Certains regrettent également que la plupart des stratégies de CSC n'aient pas été conçues dès les premières années du programme, sachant qu'« avoir une stratégie de CSC dès le départ aurait apporté davantage de clarté à la réalisation et au S&E du projet »² Cet enseignement a été pris en compte par la composante pays de Madagascar qui n'a démarré qu'en 2019.

Participation de spécialistes du CSC

Le changement social et comportemental est un thème relativement complexe auquel sont associées de nombreuses idées fausses qui ont souvent un impact négatif sur la qualité de la conception des programmes. Il existe, dans le même temps, une quantité croissante de « bonnes pratiques » qui peuvent largement contribuer à l'impact positif d'une intervention. Il est important que ces pratiques soient utilisées lors de la conception des nouvelles interventions. Les études telles que celle que vous êtes en train de lire peuvent aider à ce niveau. Il est tout aussi important de s'assurer que des spécialistes du CSC sont impliqués dès l'élaboration des objectifs, des activités, du budget et des indicateurs des nouvelles interventions, car ils permettent de s'assurer que les bonnes pratiques sont prises en compte dès le départ. En effet, la manière dont un programme est conçu a une large influence sur sa mise en œuvre future.

² Entretien avec un collaborateur de la GIZ. 5 novembre 2020.

Enseignements en matière de CSC : Exécution du programme

Ce chapitre décrit les enseignements relatifs à la phase de mise en œuvre du programme. Bon nombre d'entre eux peuvent également être très utiles lors de la conception d'une intervention.

Recherche formative

Le changement social et comportemental consiste principalement à comprendre les personnes ciblées ainsi que l'environnement dans lequel elles vivent et à utiliser ces connaissances pour s'attaquer aux principaux obstacles et promouvoir les catalyseurs des comportements souhaités. Si ces connaissances manquent, les organisations risquent

de mettre en œuvre des activités qui sembleront appropriées, mais qui ne s'attaqueront pas aux véritables raisons pour lesquelles les comportements encouragés ne sont pas adoptés. Elles pourront, par exemple, s'efforcer de sensibiliser la population aux régimes alimentaires variés alors que la plupart des personnes en sont déjà conscientes mais que le véritable problème vient d'un accès limité et inéquitable à des aliments nutritifs.

Une des méthodes les plus couramment utilisées pour acquérir de telles connaissances consiste à réaliser une étude qualitative pour savoir pourquoi certaines personnes (ne) pratiquent (pas) les comportements (voir les recommandations figurant dans le [Guide du changement social et comportemental de la GIZ](#)). Les collaborateurs de deux des composantes pays dans lesquelles de telles études ont récemment été menées expliquent que les données les ont aidés à concevoir et à mettre en œuvre des activités basées sur des preuves fiables et pas simplement sur des hypothèses. D'après un collaborateur de la GIZ en Inde : « *Notre étude formative nous a aidés à modifier notre approche et à être plus efficaces dans la lutte contre les obstacles et dans la promotion des catalyseurs du changement* ».



En Inde, des professionnels de santé utilisent une tablette pour acquérir de nouvelles connaissances et compétences.
Photo : © GIZ Projet FaNS Inde.

Ces études permettent d'identifier les principaux obstacles et catalyseurs, mais n'indiquent généralement pas s'ils sont répandus dans la population (p. ex., quel est le pourcentage de ménages ne disposant pas de savon pour se laver les mains). Ces informations peuvent être obtenues au moyen d'enquêtes quantitatives de S&E, par exemple une enquête de référence ou une enquête de suivi (pour en savoir plus, voir la section « Type de données collectées » après le chapitre suivant sur les enseignements liés au S&E).

Sachant que la communication sur le CSC joue un rôle clé pour changer les comportements, il est essentiel que la recherche formative permette également de savoir quel usage les membres du groupe cible font des différents moyens de communication et s'ils leur font confiance. Ces moyens de communication comprennent les téléphones portables, les médias de masse (radio, réseaux sociaux, etc.), ainsi que les sources d'informations locales influentes telles que les chefs de village, les professionnels de santé ou les autorités religieuses. La GIZ Zambie indique qu'elle « *encourage tout le monde à réaliser une telle enquête* ». En effet, cette enquête l'a aidée à identifier les moyens de communication susceptibles de toucher le maximum de personnes. Ces données peuvent également aider un programme à éviter des erreurs coûteuses, comme le montre l'exemple d'une composante pays qui avait investi dans des émissions de radio et n'a découvert que plus tard que la radio était surtout écoutée dans les zones urbaines et beaucoup moins dans les régions rurales ciblées par le programme. Il est également important de désagréger les données par genre. L'équipe du Burkina Faso a ainsi réalisé que seules quelques très rares femmes (contrairement aux hommes) des communautés ciblées écoutent la radio.

Dans le même temps, il serait trompeur de penser que la recherche formative consiste principalement à réaliser des études formelles. **Une des meilleures solutions pour un directeur de programme est d'inciter tous les collaborateurs à faire continuellement preuve de « curiosité » pour comprendre pourquoi certaines personnes pratiquent et d'autres personnes ne pratiquent pas les comportements encouragés.** Cette « curiosité » peut prendre de multiples formes, telles que parler aux membres du groupe cible lors des visites dans les communautés, observer leurs pratiques et discuter de leur expérience avec d'autres parties prenantes (professionnels de santé, personnel d'autres ONG, etc.). Cela permet, pour un coût très minime, de s'assurer que tous les collaborateurs comprennent pourquoi le changement souhaité (ne) s'est (pas) produit.



Nombre de moyens de communication

Les cinq composantes pays s'accordent sur le fait que les activités de communication interpersonnelles, par exemple les groupes de prestataires de soins, les groupes de soutien mère-mère ou les visites à domicile, sont les « moyens de communication » les plus efficaces (voir la section « Groupes de prestataires de soins » ci-dessous). Dans le même temps, les participants soulignent que c'est

de la composante pays du Burkina Faso, « *c'est l'association des différentes méthodes de communication qui a permis d'obtenir de bons résultats. Notre évaluation des résultats a montré que les femmes qui ont participé à cinq activités du projet se rappelaient mieux les messages clés. Plus le nombre d'activités auxquelles elles participent est important, plus il est facile pour elles de mémoriser les messages clés. ... La même corrélation existe concernant l'adoption des comportements encouragés.* » Les personnes interrogées recommandent donc d'exposer les populations ciblées à plusieurs moyens de communication en qui elles ont confiance.

Cela dit, il est important de comprendre que le CSC va bien au-delà de la simple communication. Pour éliminer efficacement la majorité des obstacles (tels que ceux liés à l'accès, au manque de compétences, etc.), les messages ne suffisent pas. Certains moyens de communication ont beaucoup de potentiel, mais il est important d'être réaliste quant aux résultats qu'ils peuvent apporter.

Connaissance ou action

Un des principaux enseignements est que l'amélioration des connaissances ne se traduit souvent pas en amélioration des comportements. Le tableau ci-dessous³ illustre un exemple de la GIZ Inde : alors que les femmes étaient parfaitement conscientes des pratiques recommandées en matière de diversité du régime alimentaire, seules quelques-unes les avaient adoptées. Cette situation n'est pas l'apanage des pays économiquement les moins développés. Dans les pays à revenu plus élevé, les personnes sont souvent au courant de différentes pratiques et des raisons pour lesquelles elles devraient les adopter (exercice physique, régimes alimentaires sains, etc.), mais elles sont nombreuses à ne pas le faire. En effet, **la connaissance n'est qu'un des nombreux facteurs qui influencent l'adoption ou non des pratiques encouragées. Les activités de CSC ne doivent pas se limiter aux actions de sensibilisation courantes et aux matériels d'« information, éducation et communication » (IEC), mais s'attaquer aux véritables obstacles au changement.**



Connaissance/utilisation des pratiques alimentaires recommandées (en pourcentage)

La diversité alimentaire des femmes



³ Le tableau compare la connaissance et la pratique d'une diversité alimentaire minimale pour les femmes (MDD-W). Données issues d'une enquête intermédiaire réalisée en 2018 par la composante pays de l'Inde auprès de 600 personnes.

Priorité aux mères

Au cours des premières années de mise en œuvre du programme, les activités ont surtout ciblé les mères, sachant que celles-ci sont généralement les principales soignantes. Les groupes de soutien mère-mère, les jardins potagers, les démonstrations de cuisine et autres activités étaient conçus et perçus comme des « activités féminines ». Cette vision était non seulement celle du personnel du programme, mais aussi des membres de la communauté, ce qui a généré quelques conclusions inopportunes : « *Au départ, les hommes considéraient le projet comme un projet destiné aux femmes. Toutes les activités étaient pour les femmes, les hommes n'étaient ni inclus, ni intéressés ... Dès que ce genre d'idée se répand ... les hommes disent : 'ce n'est pas pour nous, ce n'est pas notre activité, donc pourquoi devrions-nous changer quoi que ce soit'.* »⁴ Selon un collaborateur d'une organisation partenaire de la GIZ, « *ce n'est pas que les hommes ne souhaitent pas être impliqués, mais ils n'osaient pas s'impliquer* [parce qu'ils pensaient que le programme était réservé aux femmes] ». Même si les motivations qui ont conduit à cibler les femmes en tant que principaux soignants sont compréhensibles, elles ont posé des problèmes pour plusieurs raisons :

1. Cela a pu renforcer le stéréotype existant selon lequel la nutrition des enfants relève de la responsabilité des femmes.
2. Les hommes ont eu l'impression que la nutrition n'est pas un sujet auquel ils devaient s'intéresser davantage.
3. Certains hommes étaient (au départ) méfiants au sujet des activités du programme et ont eu tendance à empêcher les femmes d'y participer.
4. Les femmes n'ont souvent aucun contrôle sur les ressources (y compris les aliments) qui sont achetées et sur les produits qui seront cultivés et utilisés au domicile. De même, leur pouvoir de décision sur qui mangera quels aliments (et en quelle quantité) est souvent limité.
5. Les femmes ont déjà de nombreuses responsabilités et le fait de cibler principalement les femmes risque d'accroître leur charge de travail.

Toutes les composantes pays sont conscientes des inconvénients associés aux activités ciblant trop les femmes (ou pas assez les hommes et les autres membres du foyer). Selon VARENA ASSO, partenaire de la GIZ au Burkina Faso : « *Nous ne pouvons pas nous contenter de cibler les femmes ... nous avons remarqué que les femmes ne peuvent pas faire grand-chose sans l'aide de leurs maris. Si le mari ne fournit pas les ingrédients, les femmes ne peuvent pas préparer de nourriture adéquate. C'est un enseignement essentiel. ... Il est important d'inclure les deux sexes, sans rejeter la faute sur quiconque, mais en les aidant à travailler ensemble.* » Un collaborateur de la GIZ Inde est allé encore plus loin en suggérant que la nutrition devrait être considérée principalement comme la 'community responsibility', sachant que le meilleur moyen de l'améliorer est d'inciter les différents membres de la communauté à se soutenir mutuellement et à collaborer.

Les équipes de mise en œuvre s'efforcent de changer la perception des responsabilités liées à la nutrition. De nouvelles activités impliquant les hommes et d'autres membres du foyer sont en cours de conception ou de mise en œuvre et certaines activités existantes sont modifiées. Par exemple, la GIZ Inde a décidé de revoir certains de ses matériels de communication afin qu'ils montrent clairement que les femmes et les hommes sont tous responsables de la bonne nutrition des enfants. La GIZ Zambie utilise déjà de tels matériels.

⁴ Entretien avec un collaborateur de la GIZ. 4 novembre 2020.

Implication des hommes

Pour ce qui est d'assurer la nutrition optimale des enfants, le rôle de nombreux hommes se limite souvent aux tâches importantes mais insuffisantes qui consistent à produire des aliments et à gagner de l'argent pour pouvoir acheter de la nourriture (et faire d'autres dépenses). La majeure partie des soins quotidiens aux enfants, y compris l'alimentation, est assurée par les femmes (ou par les grands-parents ou des enfants plus âgés). Voici quelques-uns des principaux obstacles à une implication accrue des hommes :

1. En ce qui concerne les tâches liées à la nutrition, de nombreux hommes considèrent qu'ils n'ont pas à en faire plus qu'ils n'en font déjà.
2. Certains hommes craignent, en faisant des « tâches féminines », d'être considérés comme des « hommes faibles » par leurs pairs (risque de « perdre la face »).
3. Les hommes ont des connaissances limitées en matière de nutrition infantile et ne savent pas forcément ce qu'ils peuvent faire pour que leurs enfants soient bien nourris.
4. Les femmes demandent rarement une aide supplémentaire aux hommes (car elles acceptent la situation existante).
5. Pendant certaines parties de l'année, les hommes effectuent un travail physiquement éprouvant en tant qu'ouvrier agricole ou sur leurs propres exploitations agricoles.

Le programme a fait appel à une série d'activités pour inciter les hommes à améliorer la nutrition, par exemple, en fournissant des conseils à la fois aux femmes et aux hommes ; en intégrant les hommes à des discussions sur leur charge de travail et sur celle de leurs femmes ; en faisant appel à des « hommes exemplaires » qui servent de modèles et encouragent leurs pairs à être plus actifs dans l'amélioration de la nutrition des enfants ; en utilisant une approche d'« école pour maris » dans laquelle les hommes décident eux-mêmes de ce qu'ils feront pour améliorer la nutrition ; etc. En ce qui concerne l'implication des hommes, les principaux enseignements identifiés par cette étude sont les suivants :

- **La nutrition doit être considérée comme étant une « question familiale », quelque chose qui peut bénéficier à l'ensemble de la famille, mais qui nécessite également l'implication de l'ensemble de la famille.**
- Les conseils en matière de nutrition (et autres activités) doivent cibler non seulement les femmes, mais aussi les hommes et d'autres membres de la famille. Les principaux avantages mis en avant par ces activités doivent être aussi attrayants pour les femmes que pour les hommes : bien-être de la famille, force et intelligence des enfants (lorsqu'ils sont bien nourris), sentiment que les parents font tout ce qu'ils peuvent pour leurs enfants, ainsi que d'autres facteurs motivants identifiés au niveau local. Une attention particulière doit être portée à l'utilisation de facteurs motivants qui font appel non seulement à l'esprit des personnes (c'est souvent le cas des messages rationnels liés à la santé), mais aussi à leur « cœur » (fierté d'être un bon parent, aspirations positives pour l'avenir des enfants, etc.).
- Il est également important de commencer par attirer l'attention des hommes en utilisant des activités que les hommes trouvent intéressantes, par exemple le théâtre de rue ou le visionnage de vidéos.



Discussion entre hommes, à Madhya Pradesh, en Inde, quant à leur rôle pour assurer une bonne nutrition à leurs enfants. Photo : © GIZ Projet FaNS Inde.

- Les discussions sur l'implication des hommes sont nettement plus efficaces que les messages verticaux qui expliquent aux hommes ce qu'ils doivent faire. Par exemple, CARE (partenaire de la GIZ Malawi) a utilisé l'outil de la « pendule quotidienne » pour faciliter la discussion sur la charge de travail des femmes et des hommes tout au long de la journée. Les résultats ont permis de parvenir à un accord sur ce que les hommes feraient pour aider leurs femmes à réduire leur charge de travail.
- L'expérience de CARE et d'United Purpose au Malawi montre que « *le principal obstacle est la question de la fierté. Les hommes ne veulent pas être considérés comme faibles parce qu'ils aident leurs femmes, nourrissent leurs enfants ou vont à l'hôpital avec leurs enfants.* » Il est impossible d'ignorer cette norme sociale. Il est toutefois possible de la faire évoluer progressivement en découvrant ce que les hommes (au moins certains d'entre eux) sont prêts à faire, puis en proposant de petites actions réalisables qui pourront avoir beaucoup d'impact au fil du temps.
- Un collaborateur de la GIZ Inde a mentionné un autre enseignement : « *Les jeunes hommes sont très enthousiastes à l'idée de savoir comment bien nourrir leurs familles. Nous pouvons commencer avec ces jeunes motivés et les utiliser comme agents du changement.* »
- Il est également important d'utiliser des modèles positifs pour montrer les tâches précises (et socialement acceptables) que les hommes peuvent effectuer. Ils pourront servir d'inspiration aux hommes et leur donner des idées sur ce qu'ils peuvent faire pour aider. Ces modèles positifs peuvent être mis en valeur par des hommes plus progressistes, des « influenceurs » locaux (chefs de village, etc.), mais aussi au moyen de documents de CSC imprimés, de représentations de théâtre de rue, d'émissions de radio et d'autres moyens de communication.
- Selon l'expérience de CARE Malawi, une analyse de genre bien conçue et mise en œuvre améliore beaucoup l'efficacité des activités ciblant les hommes. Elle permet de mieux comprendre la répartition actuelle des responsabilités, la manière dont les ménages prennent les décisions liées à la nutrition de leurs enfants, qui a accès aux ressources liées à la nutrition et qui les contrôle, comment les femmes et les hommes perçoivent leurs responsabilités en matière de bonne nutrition, à quels changements ils sont prêts à se plier à ce niveau et quelles seront les conséquences s'ils s'éloignent des rôles et des responsabilités socialement acceptables. Ces informations sont importantes. Par exemple, l'équipe du Burkina Faso a fait la promotion de l'élevage de volailles en four-

nissant un appui technique et financier aux femmes. Mais elle a ensuite réalisé que les femmes qui élèvent des volailles n'ont culturellement aucun pouvoir de décision quant à l'utilisation des produits issus de cet élevage et que son approche devait donc être modifiée.

Implication des influenceurs

Le fait qu'une personne adopte et continue à pratiquer un comportement encouragé est influencé non seulement par la personne en elle-même, mais aussi par d'autres personnes. Ces « influenceurs » peuvent dissuader les gens d'adopter les comportements souhaités ou, au contraire, les encourager à le faire. Étant donné l'influence considérable qu'ils ont, il est utile de les inclure dans les activités de CSC d'un programme. En ce qui concerne l'implication des influenceurs, cette étude a identifié les enseignements suivants :

- Les influenceurs ne sont pas uniquement des personnes connues, des célébrités par exemple. Ils peuvent aller de la belle-mère au chef de village, en passant par une autorité religieuse ou un musicien célèbre.
- Dans le contexte de cette étude, les facteurs influents les plus efficaces au niveau communautaire sont les autorités traditionnelles et les pairs. Les autorités traditionnelles, en raison du respect qu'elles inspirent, et les pairs car ils montrent que le comportement encouragé peut être mis en pratique et qu'il apporte des avantages précis (voir la section « Importance des pairs » ci-dessous). Selon un collaborateur de la GIZ Zambie, si la GIZ soutient les « chefs » pour qu'ils mettent visiblement en pratique un comportement encouragé (par exemple, l'utilisation d'un jardin en trou de serrure), de nombreuses autres personnes suivront leur exemple. De même, l'équipe du Malawi a expliqué « avoir constaté que lorsque les leaders locaux participent à la promotion de l'EAH, les choses changent et se passent bien ».
- Pour décider des influenceurs avec lesquels travailler, il est important de savoir clairement contre quels obstacles ou en faveur de quels catalyseurs cette collaboration est censée agir. Par exemple, l'implication d'un musicien ou d'une musicienne célèbre peut rendre un comportement (allaitement exclusif, etc.) plus désirable et susciter l'intérêt des personnes pour les activités du programme. Il est toutefois possible qu'il n'apporte pas de solutions à certains des obstacles qui empêchent les personnes d'adopter les comportements (connaissances limitées sur la résolution des problèmes liés à l'allaitement, etc.). Il faut donc se montrer réaliste quant à la capacité d'une telle collaboration à agir sur les principaux obstacles ou catalyseurs avant de décider de la quantité d'efforts et de ressources à investir.
- En cas d'implication d'une célébrité en tant qu'influenceur, il faut que la personne soit suffisamment crédible aux yeux des membres du groupe cible pour que ceux-ci soient prêts à suivre son exemple et ses conseils. Par exemple, la GIZ Éthiopie a fait appel à une chanteuse célèbre (voir le bandeau) qui « vient de la région [dans laquelle la GIZ travaille], a elle-même des enfants, parle la langue locale et est perçue comme une personne très respectueuse de l'éthique, ce qui est particulièrement important dans une région conservatrice »⁵ La recherche formative aide à identifier de telles personnes.
- La GIZ Éthiopie a eu une expérience très positive de sa collaboration avec une chanteuse célèbre. Elle explique toutefois que « le principal obstacle est venu de la charge de travail importante requise pour mener cette campagne ... la conception du matériel de la campagne, en particulier, s'est avérée

⁵ Entretien avec un collaborateur de la GIZ. 27 octobre 2020.



très chronophage. Un autre risque naturel vient de la forte dépendance à l'ambassadeur. Les célébrités sont généralement très occupées par d'autres obligations. ... Le capital requis est supérieur à la moyenne en raison des coûts d'impression nécessaires pour atteindre les bénéficiaires. Sans compter le temps requis qui est très important. Une campagne réussie demande donc beaucoup de travail ».⁶

Rôle des enfants plus âgés

D'après l'expérience de Darshana, partenaire indien de la GIZ, les parents partent souvent aux champs en laissant un enfant plus âgé en charge des plus jeunes. Il est probable que l'enfant en question ne possède pas suffisamment de connaissances sur la nutrition pour bien s'occuper d'eux. Dans de tels contextes, il peut s'avérer utile de faire des recherches pour savoir dans quelle mesure des enfants plus âgés sont chargés de prendre soin des plus jeunes (moins de deux ans). Cela peut faire l'objet d'une étude quantitative. Si celle-ci montre que les enfants plus âgés sont très souvent impliqués dans l'alimentation et les soins aux jeunes enfants (en l'absence d'un adulte), la GIZ pourrait envisager de lancer des activités axées sur les enfants (jeux, jeux de rôle, etc.) pour promouvoir de bonnes pratiques nutritionnelles. Ces activités pourraient, par exemple, avoir lieu dans les écoles avec la collaboration des enseignants.

Importance des pairs en tant que modèles positifs

S'il existait une compétition du « facteur motivant » le plus efficace tous comportements confondus, le gagnant serait probablement les pairs. Les gens ont souvent tendance à adopter le comportement des autres, particulièrement s'ils voient qu'un comportement apporte des avantages tangibles et qu'il est à leur portée. Parmarth, une organisation partenaire de la GIZ Inde, a évoqué une expérience où les femmes d'une certaine région ne semblaient pas très intéressées par les potagers communautaires. Parmarth les a emmenées visiter un autre village qui disposait d'un jardin particulièrement réussi, ce qui a permis aux femmes de voir clairement tous les avantages de la participation à des potagers communautaires. Selon le personnel de Parmarth, « un esprit de compétition a émergé chez ces femmes qui, tout à coup, ont voulu faire encore mieux que les femmes du village qu'elles avaient visité ». L'équipe de la GIZ Inde explique que le changement de comportement est souvent plus efficace lorsqu'il vient de

⁶ GIZ (2017) Ambassadrice de la nutrition de la campagne de Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC).

pairs plutôt que de personnes extérieures. Une expérience similaire a été partagée par les participants à un atelier sur les enseignements acquis au Malawi, qui ont dit que l'influence des pairs est très forte parce que « *vous comprenez qu'il s'agit de personnes comme vous, vous les croyez, vous voyez le travail qu'elles font, vous voyez les résultats et ensuite vous adoptez* [les comportements que ces personnes utilisent] ». **Une des stratégies de CSC les plus efficaces qu'un programme peut adopter consiste à identifier des personnes qui parviennent à mettre en pratique les comportements encouragés** (souvent, en dépit de leur pauvreté et d'autres conditions défavorables) **et à faire en sorte que les autres personnes leur parlent de leur expérience et voient les avantages qu'elles en tirent.** Comme un participant à un atelier sur les enseignements acquis au Burkina Faso l'a joliment résumé : « *Les communautés sont plus sensibles à ce qu'elles voient qu'à ce qu'elles entendent* ». C'est pourquoi plusieurs composantes pays insistent également sur les bénéfices des visites d'observation au cours desquelles les participants peuvent s'inspirer d'exemples positifs et en tirer des enseignements.



Rendre l'enseignement divertissant

L'apprentissage des différents comportements peut devenir plus attractif si vous le rendez divertissant. Les gens aiment s'amuser et l'association de cette expérience positive avec les comportements encouragés peut améliorer l'efficacité du processus. Les cinq composantes pays en donnent plusieurs exemples :

- L'équipe de la GIZ Zambie a utilisé des « cartes maîtresses » montrant les bienfaits nutritionnels de différents aliments. Ces cartes peuvent être utilisées dans un jeu dans lequel la carte qui possède l'aliment le plus nutritif a la valeur la plus élevée. Un collaborateur de la GIZ a expliqué que « *pour toutes les personnes sur lesquelles nous l'avons testée, l'efficacité a été immédiate* ». Tout en jouant, les participants (particulièrement les hommes) ont appris à reconnaître les bienfaits nutritionnels de différents aliments.



Femmes en Éthiopie s'occupant de leur potager. Photo : © GIZ/Claudia Ruff.



Un théâtre de rue au Burkina Faso. Photo : © GIZ Projet PAH Burkina Faso.

- Plusieurs composantes pays ont eu une expérience positive de l'utilisation du théâtre de rue. Les pièces utilisaient souvent des membres de la communauté locale comme acteurs et faisaient passer des messages sur la nutrition tout en faisant la promotion de normes sociales positives (par exemple en montrant un homme qui contribue à assurer la bonne nutrition des enfants). Elles permettaient également d'attirer l'attention des personnes et garantissaient une bonne participation aux événements locaux (par exemple les sessions d'activation de l'assainissement total piloté par les communautés [Community Led Total Sanitation]).
- Un autre exemple concerne les concours culinaires qui ont autant plu aux femmes qu'aux hommes. Selon l'expérience de la composante pays du Burkina Faso, « *les concours culinaires ne se réduisent pas à la préparation et à la dégustation de mets. Ils permettent aussi d'enseigner les groupes d'aliments, la manière de bien préparer les aliments (ne pas trop faire bouillir les feuilles, etc.). Ce sont des événements conviviaux destinés à l'ensemble du village, au cours desquels les participants apprennent tout en pratiquant les différentes étapes d'un bon régime alimentaire au sein de la famille.* »⁷ La même équipe de la GIZ a également enregistré une expérience positive en organisant une compétition entre les établissements de santé sur la qualité des services et l'hygiène des établissements.

⁷ GIZ (2019) Étude qualitative sur la faible application des bonnes pratiques alimentaires et hygiéniques

Matériels de communication sur le CSC

Les matériels de communication sur le CSC, tels que les cartes et les affiches de conseil, font partie des principaux outils de promotion des comportements souhaités. Voici les principaux enseignements associés à leur utilisation :

- **Les matériels de CSC qui se contentent de dire aux gens ce qu'ils doivent faire risquent d'être moins efficaces que ceux qui traitent de l'élimination d'un obstacle à la mise en pratique d'un comportement ou font la promotion d'un facteur motivant pour la pratique du comportement.**



- Lors de la création d'un nouveau matériel, il est important de savoir comment et dans quel but il sera utilisé. Par exemple, les cartes de conseil doivent surtout contenir des éléments visuels attractifs qui illustrent le thème évoqué par le bénéficiaire de santé et doivent éviter tout texte inutile.
- La création de nouveaux matériels de CSC est une opération onéreuse et qui prend du temps. Commencez par consulter les matériels qui ont été créés par d'autres acteurs car vous pourrez peut-être les utiliser (après avoir adapté le contenu aux obstacles et aux catalyseurs identifiés).
- Avant de créer un matériel utilisant du texte écrit, étudiez le niveau d'alphabétisation de la population ciblée. Selon l'expérience de Darshana : « peu de femmes savent lire, elles auront donc du mal à comprendre le document ». Pour plus de conseils, utilisez cette [liste de contrôle pratique pour garantir la qualité des matériels de CSC](#) (non traduite).
- De nombreux participants à cette étude ont exprimé leur volonté d'utiliser la vidéo. Outre le fait qu'elle est plus attractive que les matériels imprimés, elle permet de s'assurer que la présentation des messages est conforme aux intentions, ce qui n'est pas toujours le cas des messages oraux. En effet, ces derniers doivent être transmis par la personne qui les a créés à un formateur de formateurs, puis aux formateurs, qui ensuite les transmettent aux bénévoles communautaires, qui enfin les communiquent aux membres du groupe cible. La vidéo offre également un moyen facile de promouvoir l'expérience des membres de la communauté ayant adopté les bons comportements (les « déviants positifs »). De courtes vidéos peuvent être créées directement au niveau de la communauté, puis partagées via WhatsApp (ou un autre moyen de communication) et présentées aux membres du groupe cible sur



Télécharger liste de contrôle pratique

une tablette ou avec un projecteur. Elles peuvent servir d'inspiration et de point de départ à des discussions sur l'expérience des participants et sur les comportements encouragés. Pour de plus amples informations et conseils, [consultez ce site Internet](#) (voir la version française du guide).



Consultez ce site Internet



Un animateur communautaire conseillant une mère à Gaoua, Burkina Faso. Photo : © GIZ/Michael Jooß.

Renforcement des capacités des « agents du changement des comportements »

Dans tout programme de nutrition, les leaders des groupes de prestataires de soins, les agriculteurs progressistes et autres « agents du changement des comportements » sont incontestablement les principaux acteurs du CSC. Leur capacité à inciter les autres à adopter les comportements encouragés et à surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés est absolument cruciale pour la réussite d'un programme. Dans une certaine mesure, meilleure est la performance de ces facteurs, meilleurs sont les résultats du programme. Cette étude porte donc également sur les enseignements permettant de s'assurer que ces agents du changement des comportements sont motivés et disposent des connaissances et des compétences requises. Voici les principaux enseignements acquis :

- Les agents du changement des comportements ont souvent une bonne connaissance technique des comportements qu'ils encouragent. Il leur manque cependant parfois les compétences « sociales » de communication et de facilitation qui sont nécessaires pour promouvoir ces comportements de manière efficace (en posant les bonnes questions, en écoutant bien, en animant des discussions, en faisant des démonstrations, etc.). C'est un domaine qui nécessite davantage de formation et surtout un coaching permanent. La [formation Faites de Moi un Agent du Changement](#) (ou sa [version plus courte et plus facile à utiliser](#) récemment préparée par l'ADRA) est une ressource très utile à ce niveau.
- De nombreux leaders de groupes de prestataires de soins, agriculteurs progressistes et autres agents du changement des comportements sont des membres « ordinaires » de la communauté, qui disposent d'un bagage scolaire limité. Il est donc préférable d'adopter une approche d'apprentissage à « faible densité et haute fréquence » plutôt que des formations de plusieurs jours avec peu ou pas de suivi. Ainsi, plusieurs composantes pays organisent des réunions régulières (par exemple, mensuelles) avec les agents du changement des comportements, leur offrant l'occasion de réfléchir ensemble à leurs expériences récentes, d'apprendre de nouvelles connaissances/compétences (de la part d'un formateur mais aussi de leurs pairs) et de planifier la suite de leur travail.
- Il est important que les bénévoles de santé communautaires reçoivent des recommandations (écrites) claires et des matériels sur la promotion des comportements souhaités. Par exemple, CRS (partenaire de la GIZ en Zambie) utilise un cursus pratique qui est facile à suivre pour les bénévoles. Il est ainsi possible de s'assurer que le programme ne dépend pas uniquement de ce que les bénévoles ont mémorisé lors des formations, réunions, etc., puisqu'ils peuvent utiliser le programme pour préparer leurs réunions avec les membres de la communauté.
- La motivation des agents du changement des comportements est essentielle. L'aide matérielle (vélos, sacs et T-shirts) compte, mais la motivation non matérielle est tout aussi importante. Celle-ci peut se concrétiser en les félicitant pour leur travail (de préférence en public), en renforçant leur sentiment d'appartenance (par exemple en les reliant à d'autres bénévoles au sein d'un groupe WhatsApp), en les rendant fiers de leur travail (par exemple au moyen de compétitions saines), en communiquant des exemples de leurs pratiques positives à d'autres personnes et en leur montrant que le personnel du programme s'intéresse à eux (par exemple en leur posant des questions sur leur expérience et leurs recommandations).



Formation



Version plus courte

- Une des meilleures solutions pour renforcer les capacités des personnes impliquées consiste à les superviser pendant leur travail et à leur apporter un feedback constructif. Voir d'autres détails et conseils dans le chapitre sur le S&E, rubrique « Supervision des agents du changement des comportements ».

Groupes de prestataires de soins/groupes de soutien mère-mère

Les cinq composantes pays s'accordent pour dire que les groupes de prestataires de soins / groupes de soutien mère-mère (ci-après « sessions de groupe ») **sont le moyen le plus efficace de promouvoir les pratiques liées à la nutrition.** Ceci tient probablement à un ensemble de raisons : premièrement, si elles sont bien animées, ces sessions permettent aux participants de discuter des pratiques encouragées plutôt que de se contenter d'écouter de manière passive. Ils peuvent également poser des questions et exprimer leurs propres opinions et expériences. Deuxièmement, les sessions de groupe sont toujours fréquentées par quelques personnes qui pratiquent déjà certains des comportements encouragés et qui peuvent ainsi servir d'exemples positifs pour encourager les autres. Troisièmement, les participants se réunissent régulièrement sur une période prolongée (le CSC n'est pas quelque chose qu'on peut réaliser en quelques séances seulement). Un collaborateur de la GIZ en Zambie apprécie également que ces sessions soient animées par des personnes issues des communautés locales : « *Les personnes provenant de différentes parties du pays utilisent des langues très différentes. Le recours aux groupes de prestataires de soins nous a permis de faire passer nos messages d'une manière que les habitants des villages comprennent.* » Les sessions de groupe sont particulièrement efficaces lorsqu'elles sont suivies de visites à domicile : au Burkina Faso, « *les ménages qui reçoivent la visite des animateurs communautaires mémorisent mieux les messages, car les conseils donnés sont spécifiquement adaptés au foyer.* » Dans le même temps, il apparaît clairement que les visites à domicile prennent du temps et nécessitent la présence d'un nombre suffisant de bénévoles motivés (ce qui a des implications financières).



Parmi les facteurs qui limitent l'efficacité de certaines sessions de groupe figurent notamment :

- La faible couverture : dans certaines régions, moins de la moitié des femmes locales ayant des enfants de moins de deux ans sont membres de groupes de femmes.
- L'engagement limité des bénévoles, parfois important au départ mais qui s'atténue peu à peu (en raison de la charge de travail importante, de la faiblesse du soutien, des maigres incitations, etc.).



Membres d'un groupe communautaire du Malawi participant à la réunion d'un groupe de prestataires de soins. Photo : © CARE International au Malawi.

- Les compétences sociales insuffisantes des bénévoles qui animent les sessions de groupe (voir la section « Renforcement des capacités des agents du changement des comportements »), ce qui limite l'attractivité des sessions et l'intérêt des gens.
- L'âge des bénévoles qui animent les sessions : selon CRS, « *l'autre faille est venue du recrutement de jeunes femmes ou de femmes célibataires qui étaient censées donner des leçons à des mères plus âgées.* » Ces jeunes femmes n'étaient pas suffisamment respectées et leur expérience limitée ne leur permettait pas de servir de modèles.
- Le manque de soutien de la famille : d'après Darshana, « *les membres de la famille de certaines femmes leur disent qu'elles feraient mieux de s'occuper des tâches ménagères.* »

Démonstrations culinaires

Les démonstrations culinaires font partie intégrante de pratiquement toutes les interventions communautaires axées sur la nutrition. Elles apportent aux participants de nouvelles idées pour enrichir les régimes alimentaires de leurs enfants. Selon Darshana, « *les démonstrations culinaires au niveau communautaire ont permis de rassembler les gens. Après ces formations, de nombreuses villageoises ont commencé à cuisiner séparément les aliments destinés aux enfants.* » Mais les démonstrations de cuisine ne sont pas toujours efficaces. Les enseignements suivants résument comment elles doivent être réalisées pour avoir l'effet souhaité :

- Au lieu d'introduire de nouvelles recettes (qui risquent d'être plus difficiles à accepter), encouragez de petits changements faciles à réaliser aux recettes que les mères utilisent déjà.
- Les recettes présentées ne doivent comprendre que des ingrédients disponibles au niveau local et abordables pour les participants.
- Dans l'idéal, les recettes doivent être conçues par les mères sur la base de ce qu'elles ont appris lors des sessions de groupe précédentes. Même si les animateurs peuvent apporter de légères suggestions, ce sont les mères qui doivent diriger les opérations.
- Il est important de promouvoir le lavage des mains et l'hygiène des aliments tout au long du processus.
- Il faut également s'assurer que les mères les moins « progressistes » participent aux sessions de cuisine.

Nutrition et planification familiale

La planification des grossesses et le respect d'un espacement raisonnable entre les naissances ont beaucoup plus d'impact sur l'état nutritionnel des enfants que bon nombre des activités fréquemment utilisées par les programmes de nutrition. Les cinq composantes pays n'abordent ces thèmes que de façon limitée, mais il serait utile qu'elles les intègrent davantage à leurs activités. Le programme pourrait notamment permettre aux acteurs locaux travaillant à la promotion de la planification familiale d'utiliser leur vaste réseau de groupes communautaires (tels que les groupes de prestataires de soins). Les participants pourraient ainsi mieux comprendre le lien qui existe entre grossesses fréquentes et nutrition. Les couples qui souhaitent planifier les prochaines grossesses pourraient également recevoir l'aide dont ils ont besoin. Le programme ne s'occuperait pas lui-même directement de planification familiale, mais ferait en sorte que le thème soit intégré de manière judicieuse à ses activités

Production de légumes et de fruits

La GIZ et ses partenaires ont une vaste expérience dans la production de légumes et de fruits destinés à la consommation locale :

- **Le meilleur moyen d'inciter les gens à produire des légumes et des fruits est de leur montrer les avantages que d'autres personnes tirent de cette activité.** Pour y parvenir, la solution la plus simple consiste à organiser des visites d'observation dans des communautés voisines (de préférence juste avant la récolte afin que les avantages soient clairement visibles). Il est important que les participants puissent s'associer aux modèles présentés et qu'ils puissent les reproduire. Par exemple, si les participants ne disposent que d'un espace limité pour cultiver des légumes, le fait de les emmener voir un grand champ maraîcher risque de ne pas avoir l'effet escompté. La participation non seulement de femmes mais aussi de leurs maris aux visites d'observation permet de garantir le degré d'adhésion requis.
- Parmi les principales difficultés associées à la production de légumes figurent les nuisibles et les maladies. Assurez-vous que les membres du groupe cible savent les gérer efficacement (cette question est souvent sous-estimée) et qu'ils ont quelqu'un à contacter s'ils ont besoin de conseils.
- Les ménages dont l'accès à l'eau est limité doivent être encouragés à cultiver au moins une petite quantité de légumes nutritifs et à utiliser des méthodes d'économie d'eau (paillage, technique du zaï, irrigation goutte à goutte, potagers en trous de serrure), à réutiliser l'eau grise (eau de vaisselle, etc.) pour l'irrigation et à utiliser des semences nécessitant moins d'eau.
- La GIZ a également enregistré une expérience positive en encourageant la conservation des semences, ce qui permet aux familles d'avoir accès aux semences de leur récolte précédente. Sachant que cela ne peut être réalisé facilement que pour certains types de cultures (citrouille, etc.), il est également important de 1) promouvoir l'achat de semences auprès de vendeurs locaux ; et 2) aider les ménages à comparer les coûts d'achat des semences et les avantages nutritionnels de la récolte qu'ils en tireraient. Cela permet d'éviter la situation dans laquelle certaines personnes rechignent à cultiver des légumes parce qu'ils n'ont pas reçu de semences gratuites.
- La GIZ Inde a essayé d'aider les ménages à avoir leur propre potager et de favoriser la création de « potagers communautaires » dans lesquels les femmes se partagent la charge de travail ainsi que les bénéfices de la production de légumes et de fruits sur des terres communautaires. Globalement, l'expérience des potagers communautaires est positive, principalement parce que les femmes 1) s'encouragent et se soutiennent mutuellement (le résultat ne dépend pas du travail d'un seul individu) ; 2) peuvent être aidées par les autorités pertinentes (pour construire un puits d'irrigation, recevoir les conseils d'un vulgarisateur agricole, etc.) ; 3) produisent un plus grand nombre de variétés (également pour la vente) ; 4) prennent davantage confiance en elles grâce aux résultats qu'elles obtiennent et aux revenus qu'elles peuvent tirer de la vente des produits ; et 5) reçoivent davantage d'intérêt et de soutien de la part de leurs maris (principalement en raison des résultats qu'elles obtiennent). Surtout, « *les potagers communautaires ont facilité l'accès aux légumes grâce aux-quels les femmes ont pris l'habitude d'inclure des aliments variés dans leur régime alimentaire quotidien. ... Les potagers communautaires ont également eu un effet d'entraînement, à savoir que d'autres femmes ont eu envie de cultiver et d'entretenir des potagers communautaires* »⁸ Les femmes ont également eu un bien meilleur accès aux aliments qu'elles avaient produits (et un bien meilleur contrôle sur eux) comparativement aux aliments achetés au marché.



Accès aux aliments d'origine animale

Le programme avait notamment pour objectif de permettre aux jeunes enfants et aux mères d'avoir un meilleur accès aux aliments d'origine animale telle que la viande, les œufs et les produits laitiers. Pour cela, certaines composantes pays ont donné des chèvres ou de la volaille aux ménages. Toutefois, selon un collaborateur de la GIZ : « *Les gens disent souvent que la GIZ doit continuer de favoriser l'élevage, mais nous n'avons pas beaucoup de preuves de son impact sur la nutrition* ». Cela tient essentiellement aux raisons suivantes :

- Les ménages les plus pauvres utilisent principalement les animaux comme un « compte d'épargne », c'est-à-dire qu'ils les élèvent, puis les vendent quand ils ont besoin d'argent. Un collaborateur d'une ONG partenaire de la GIZ se rappelle une situation où son équipe avait distribué des chèvres. Mais les ménages n'étaient pas prêts à utiliser les chèvres pour leur propre consommation et certains d'entre eux n'aimaient pas non plus consommer le lait de chèvre en raison de son goût. « *Lorsque nous avons distribué les chèvres, nous pensions surtout aux bénéficiaires en matière de nutrition, mais, pour eux, c'était un moyen de gagner leur vie* ». Une expérience similaire a eu lieu avec des volailles : « *Certaines personnes sont réticentes à l'idée de manger des œufs ; elles préfèrent les faire couvrir pour avoir plus de poussins* » Dans le même temps, la volaille (et, dans certaines régions, le poisson) s'est avérée la source de protéine animale la plus facile à mettre en place, sachant que la consommation d'œufs est beaucoup plus courante que la consommation de viande de chèvre ou de porc.
- Un enseignement tout aussi important concerne l'aide que les ménages reçoivent pour élever des animaux. L'approche courante, qui consiste à fournir une formation et plusieurs animaux, n'est pas toujours adéquate, car les ménages n'ont pas été en mesure d'apporter aux animaux les soins dont ils avaient besoin, ce qui a entraîné un taux de mortalité élevé (particulièrement dans le cas de la volaille). Quelques mesures permettent de prévenir un tel scénario, malheureusement courant :
 - Admettre qu'une seule session de formation est insuffisante : des formations plus fréquentes, des démonstrations pratiques et une aide à domicile sont nécessaires pour que les bénéficiaires parviennent à prendre bien soin de leurs animaux.
 - Être plus sélectif dans le choix des personnes qui reçoivent des animaux : les animaux doivent être donnés non seulement parce qu'un ménage a de jeunes enfants, mais aussi parce que ses membres sont motivés et capables de prendre soin des animaux.
 - Sélectionner avec soin la race animale la mieux adaptée : le type d'animal fourni doit être adapté à la région, faute de quoi le risque de mortalité sera élevé. De même, pour que certains animaux (volaille hybride, etc.) donnent de bons résultats, ils doivent recevoir des aliments spécialisés que les ménages les plus pauvres n'ont pas les moyens de se procurer.
 - S'assurer que les bénéficiaires peuvent vacciner les animaux sur le long terme : les animaux doivent être vaccinés non seulement au moment où ils sont donnés, mais aussi plus tard. Leurs petits doivent également être vaccinés. Il est donc important de ne pas fournir d'animaux si l'organisation ne peut pas s'assurer que les bénéficiaires ont accès à des vaccins de qualité et qu'ils savent comment les utiliser (ou connaissent quelqu'un qui peut les utiliser).
 - S'assurer que les ménages ont accès à une assistance technique lorsqu'ils en ont besoin : chaque ménage doit pouvoir contacter quelqu'un de compétent capable de lui fournir des conseils sur n'importe quel problème lié aux soins à donner aux animaux.

⁸ GIZ (2020) Transcription d'un atelier sur les enseignements acquis en Inde.

Promotion du lavage des mains

La sous-nutrition est le résultat d'un régime alimentaire inadéquat et de maladies. La promotion du lavage des mains a été l'une des principales activités du programme mis en place pour lutter contre l'« aspect maladie » de la sous-nutrition. Lorsqu'elle a examiné ce qui (n')a (pas) fonctionné dans la promotion du lavage des mains, cette étude a tiré les enseignements suivants :

- Les connaissances ne suffisent pas : comme nous l'avons expliqué au début de ce chapitre, la connaissance ne se traduit pas nécessairement en action. Le lavage des mains ne fait pas exception à la règle. Les gens sont souvent capables d'indiquer à quels moments de la journée ils doivent se laver les mains, mais ils n'appliquent pas ces connaissances dans leur vie quotidienne.
- Gravité perçue : un collaborateur d'organisations partenaires de la GIZ au Malawi a expliqué que les gens savent souvent qu'eux-mêmes ou leurs enfants peuvent attraper la diarrhée s'ils ne se lavent pas les mains, mais ils estiment que ce problème n'est pas grave : « *Les gens pensent que tout le monde a la diarrhée de temps à autre, donc ils considèrent que le problème n'est pas très grave* ». Cela signifie que souvent, les arguments sanitaires traditionnels ne sont pas suffisamment efficaces.
- Influence des normes sociales : les participants à l'étude ont expliqué que le lavage des mains doit devenir une norme sociale, quelque chose qu'il doit devenir « étrange » de ne pas pratiquer. Ils estiment que l'implication d'acteurs respectés, tels que les chefs de village ou les autorités religieuses, permettrait de s'assurer que le lavage des mains devient une norme sociale.
- Présence d'un poste de lavage des mains : les postes de lavage des mains, tels que les tippy-taps, facilitent les opérations de lavage des mains et augmentent donc la probabilité que les gens le fassent. Il est important que les types de postes de lavage des mains encouragés soient robustes (afin que les enfants ou les animaux ne puissent pas les endommager facilement), bon marché (pour limiter l'obstacle financier) et suffisamment attractifs (pour que les gens les utilisent).
- La pauvreté compte : une étude sur le CSC réalisée par la GIZ Malawi a montré que la probabilité que les ménages disent qu'il est difficile pour eux d'acheter du savon est beaucoup plus élevée chez les plus pauvres. La promotion du lavage des mains doit donc également impliquer les maris qui ont souvent une influence considérable sur la manière dont les revenus de la famille sont dépensés.
- L'importance des rappels : si les gens ne se lavent pas les mains, c'est souvent qu'ils oublient simplement de le faire. Des interventions peuvent aider les gens à trouver des idées pour ne pas oublier de se laver les mains fréquemment (par exemple en plaçant des autocollants attractifs et positifs sur la porte des toilettes et dans la « cuisine »).
- Mettre l'accent sur les enfants : United Purpose, une organisation partenaire de la GIZ, suggère d'axer la promotion du lavage des mains principalement sur les enfants, car ils ont plus de chance d'adopter ce comportement : « *c'est peut-être trop tard pour les adultes, mais nous pouvons encore changer l'état d'esprit des enfants. Il est très difficile de cibler des adultes qui entendent des messages sur le lavage des mains depuis des années.* »

Accès à l'eau

Bon nombre des comportements encouragés par le programme exigent que les ménages aient facilement accès à l'eau (pour la production agricole, le lavage des mains, l'hygiène alimentaire, etc.). Parallèlement, le programme ne cible pas l'amélioration de l'accès à l'eau (par la construction de puits, etc.) qui est très limité dans certaines régions. Selon les participants à l'étude, dans un tel contexte, la meilleure approche consiste à encourager les acteurs concernés à plaider leur cause auprès des parties prenantes qui disposent des ressources et du pouvoir nécessaires pour améliorer l'accès à l'eau dans les secteurs qui en ont le plus besoin. Par exemple, les ONG partenaires de la GIZ Inde ont pu aider des communautés à accéder à des financements provenant du programme gouvernemental MGNREGA pour la construction de nouvelles sources d'eau. Dans d'autres pays, les collaborateurs de la GIZ estiment que pour obtenir les meilleurs résultats possibles, il faut renforcer les capacités des autorités locales afin qu'elles soient mieux à même d'obtenir l'appui nécessaire auprès de donateurs et d'ONG, qui sont les mieux placés pour faire une telle demande.



Femme utilisant un tippy-tap pendant la pandémie de COVID-19. Photo : © GIZ Projet FaNS Inde.

Collaboration avec les autorités

Plusieurs composantes pays se sont montrées positives au sujet de leur collaboration avec l'administration locale. Leurs collaborateurs ont expliqué qu'en informant les acteurs publics des activités du programme, en leur faisant visiter les zones ciblées et en les encourageant à surveiller certaines activités spécifiques (vulgarisateurs contrôlant les potagers, etc.), ils ont incité ces mêmes acteurs à s'impliquer et à apporter leur appui (financements pour de nouvelles sources d'eau, conseils agricoles, etc.). Cela a joué un rôle essentiel pour garantir la pérennité à long terme des résultats du programme.

Enseignements en matière de CSC : suivi et évaluation

Ce chapitre décrit les principaux enseignements liés au S&E dans les interventions de CSC.

Utilisation des données de S&E régulières

Toutes les composantes pays réalisent des enquêtes quantitatives régulières qui apportent de nombreuses données. Ces données sont principalement utilisées pour la production de rapports, mais aussi pour améliorer la conception des activités de CSC. Comme l'explique un collaborateur de la GIZ Zambie : « *La plupart des familles zambiennes mangent des légumes, mais elles utilisent surtout un type de légume qui ne contient pas beaucoup de nutriments. Les enquêtes nous ont permis de comprendre que nous ne pouvions pas nous contenter de promouvoir les légumes en général, mais que nous devons mettre l'accent sur certains légumes riches en vitamine A et en fer. Nous avons donc modifié la gamme de semences de légumes dont nous faisons la promotion.* » Un exemple intéressant vient de la composante pays du Burkina Faso qui collecte systématiquement des données sur la connaissance et l'adoption de 10 pratiques clés. Ces données concernent non seulement la nutrition, mais aussi la production d'aliments et les pratiques liées à l'EAH. Selon un collaborateur de la GIZ : « *Les données nous aident à savoir quels sont les messages clés que les participants ont appris facilement et ceux qui sont moins bien passés. Donc, s'ils retiennent très facilement un message, nous pouvons réduire l'activité destinée à promouvoir ce message ou nous pouvons le remplacer par un autre message. Nous essayons de mettre l'accent sur des messages que les gens ne retiennent pas facilement. Si nous voyons que les participants ne retiennent pas facilement certains messages, nous pouvons aussi changer la méthode de transmission de ces messages.* » La même méthode est également utilisée pour mesurer les principaux comportements. L'utilisation active de nouvelles données pour affiner les activités de CSC est un des aspects les plus positifs du processus de S&E du programme.

Le meilleur moyen d'améliorer l'utilité des enquêtes quantitatives consiste à repenser les types de données collectées. Chaque enquête est composée de deux types de données : les données indispensables pour les rapports de base (c'est-à-dire pour les indicateurs du programme) et les données qui apportent des informations supplémentaires sur les connaissances, les attitudes et les pratiques de la population ciblée. Le choix de ce deuxième type de données doit être adapté afin qu'il soit principalement axé sur l'évaluation de la prévalence des principaux obstacles et facteurs motivants associés à la mise en pratique des comportements souhaités (voir la section « Types de données collectées » ci-dessous).

Numérisation des systèmes de S&E

De nombreuses composantes pays réclament et ont testé des systèmes de collecte de données électroniques qui alimentent automatiquement les systèmes de S&E du programme et fournissent à toutes les parties prenantes des données utiles en temps réel. Par exemple, l'outil i-Monitor utilisé par la



GIZ Inde a permis à la GIZ et aux autorités locales de recevoir des données plus précises et plus rapides sur les activités des professionnels de santé locaux soutenus par la GIZ et par ses partenaires. Selon un collaborateur de la GIZ : « *La collecte de données électroniques permet également d'améliorer la transparence de notre travail, car nous pouvons facilement les communiquer aux fonctionnaires.* »

Désagrégation et corrélation des données

Alors que les composantes pays collectent beaucoup de données utiles, elles ne tirent qu'un profit limité des informations qu'elles pourraient obtenir de la désagrégation des données. Par exemple, les données sur la diversification des régimes alimentaires ne sont généralement pas désagrégées par sexe, ce qui ne permet pas de dire s'il existe des différences dans la diversité des régimes des garçons et des filles. De même, rares sont les enquêtes qui désagrègent les données par niveau de richesse, ce qui permettrait pourtant de comprendre dans quelle mesure la pauvreté affecte l'adoption de différents comportements (ainsi que les attitudes, les connaissances, la motivation et d'autres indicateurs sur les participants). Cela est possible en utilisant des séries de questions, adaptées aux pays, sur le niveau de pauvreté du ménage, telles que celles proposées par les outils [EquityTool](#) et [Poverty Probability Index](#).

Il est tout aussi important de chercher des corrélations utiles entre les différents types de données :

- données sur le degré de participation des personnes aux différentes activités et sur le degré d'adoption des comportements qui sont encouragés par ces activités ;
- données sur la consommation et sur la production de certains aliments de même que sur l'accès à ces aliments ;
- données sur les connaissances que les personnes possèdent au sujet d'un comportement donné et sur l'adoption de ce comportement.

Ces données peuvent apporter des informations appréciables sur les différents catalyseurs et obstacles et sur l'efficacité des différentes activités. La récente étude sur le CSC réalisée par la GIZ Malawi est un exemple positif de désagrégation et de corrélation des données qui peut servir de source d'inspiration à d'autres organisations.

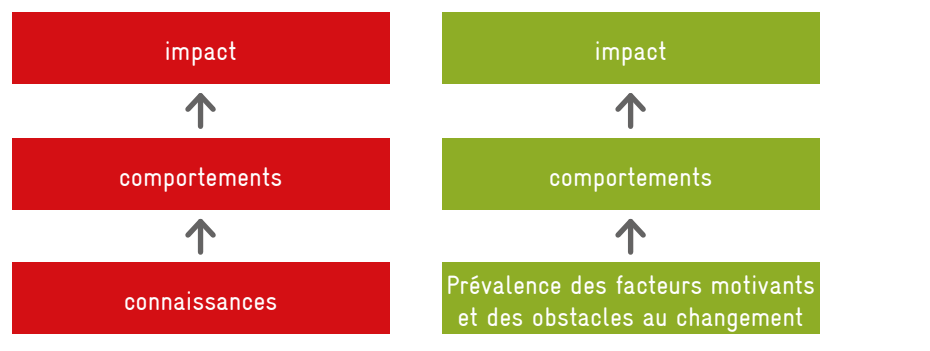


Types de données collectées

Les systèmes de S&E utilisés par les cinq composantes pays sont principalement axés sur la collecte de données liées aux connaissances et aux pratiques des populations ciblées (en matière de nutrition, d'hygiène, de production alimentaire et d'autres thèmes). Bon nombre de ces données sont évidemment utiles pour les rapports de la GIZ et pour définir l'orientation de ses futurs travaux. Mais la priorité donnée aux connaissances et aux pratiques risque de renforcer une perception incorrecte selon laquelle le principal moyen de modifier les comportements des personnes consiste à améliorer leurs connaissances (sur les comportements, leurs avantages, etc.). **Les enquêtes quantitatives du programme pourraient fournir des données beaucoup plus utiles si, au lieu de mettre par défaut l'accent sur les connaissances, elles étudiaient l'ampleur des principaux obstacles et facteurs motivants associés aux comportements encouragés chez les personnes interrogées.** Comme le montre l'illustration ci-dessous, ces données permettraient à la GIZ et à ses partenaires de connaître le degré d'efficacité de leurs activités pour lutter contre certaines des raisons qui incitent les personnes à ne pas pratiquer les comportements encouragés et donc d'affiner leurs activités pour avoir un meilleur impact. Les obstacles et les facteurs motivants mesurés doivent être identifiés par une étude formative qualitative, une pratique que la plupart des composantes pays connaissent déjà.



Illustration 1 : comparaison de la composante actuelle (à gauche) et de la composante nouvellement proposée (à droite) dans les études quantitatives du programme.



Par exemple, en cas de promotion de la production de légumes nutritifs à consommer par les ménages, les obstacles et les facteurs motivants suivants peuvent être mesurés :

- % de ménages disposant de terres et d'eau pour cultiver des légumes
- % de personnes interrogées sachant où obtenir des semences de légumes
- % de personnes interrogées capables d'obtenir les engrais nécessaires
- % de femmes interrogées dont les maris sont d'accord pour qu'elles cultivent des légumes
- % de personnes interrogées sachant comment lutter contre les maladies et les nuisibles les plus courants
- % de personnes interrogées connaissant quelqu'un susceptible de les conseiller sur les questions d'agronomie

Importance des fiches de référence des indicateurs

Plusieurs composantes pays ont indiqué qu'il est important d'avoir une définition claire de ce que chaque indicateur mesure et de la manière précise dont les données doivent être analysées (**voir quelques conseils utiles**). La GIZ Inde a créé des fiches de référence des indicateurs afin que la signification de chaque indicateur soit clairement établie, par exemple, ce qu'est un « potager ». D'après un collaborateur de la GIZ, de telles informations sont « ... importantes pour que les partenaires sachent exactement ce qu'ils encouragent ». Un collaborateur de la GIZ au Burkina Faso souligne également que, pour pouvoir agréger au niveau mondial certaines des données issues des indicateurs, il faut que les données soient collectées et analysées dès le début du programme en utilisant la même méthodologie dans tous les pays. Par exemple, les améliorations apportées aux connaissances des populations en matière de nutrition peuvent être mesurées de différentes manières et produire des données qui ne sont pas comparables entre elles. C'est pourquoi il est important d'avoir des directives claires, utilisées par toutes les composantes pays.



Conseils utiles

Modifications apportées aux indicateurs

Voici un exemple qui illustre clairement un enseignement : un participant à une étude s'est souvenu d'une situation au cours de laquelle, au début du programme, il a été demandé à une composante pays d'utiliser un indicateur pour mesurer la consommation de légumes à feuilles vert foncé. Sachant qu'il s'agissait d'un des principaux indicateurs, la composante pays s'est sentie obligée de promouvoir ce comportement. Or, à cette époque, l'enquête de référence montrait que la vaste majorité de la population ciblée consommait déjà des légumes à feuilles vert foncé et qu'il n'était donc pas très utile de les promouvoir. Sachant que l'indicateur avait été fourni par le siège de la GIZ, le collaborateur nouvellement recruté n'a pas osé demander à la GIZ de le modifier. Cela a conduit à donner la priorité à quelque chose qui n'était pas vraiment nécessaire. L'enseignement qui en découle est que les indicateurs ne doivent pas être perçus comme figés. Au début d'un nouveau programme, il est important d'indiquer clairement que si certains indicateurs ne semblent plus utiles, les équipes de mise en œuvre doivent se sentir libres de proposer des modifications. C'est ce qui s'est produit ces dernières années dans toutes les composantes pays : seuls certains indicateurs étaient obligatoires tandis que les autres pouvaient être adaptés aux besoins locaux.

Les données sur le taux de couverture sont importantes

Les données sur le taux de couverture indiquent dans quelle mesure les personnes ont participé à une activité donnée (réunions des groupes de prestataires de soins, etc.) ou ont bénéficié d'un service (conseils d'un agriculteur progressiste, etc.). **Il est crucial de mesurer et d'améliorer le taux de couverture pour renforcer l'impact global des interventions de CSC.** Par exemple, si une organisation anime des sessions de conseil de qualité auxquelles ne participent que 40 % de la population ciblée, leur impact sera inutilement limité. Les données sur le taux de couverture peuvent aider à comprendre dans quelle mesure la population ciblée est exposée aux diverses interventions et notamment les raisons pour lesquelles certaines personnes ne s'impliquent pas. Plus le taux de couverture des activités de CSC (effectives) est élevé, plus le projet aura d'impact.



Mesurer la sous-nutrition

Le Programme mondial investit 10 ans de financement et de travail dans l'amélioration de la nutrition des mères et des jeunes enfants. Il est donc normal de s'attendre à ce que le programme mesure également son impact sur la réduction de la prévalence de la malnutrition chronique et aiguë. Toutefois, comme un collaborateur de la GIZ l'a expliqué : « quand le Programme mondial a été conçu, certains de nos collègues étaient fortement opposés à l'inclusion du retard de croissance parmi les indicateurs des effets, leur principal argument étant lié au temps. En effet, tout le monde croyait que le PSAN ne serait mis en place que pour quelques années et d'autres collègues disaient qu'il est impossible d'améliorer le taux de retard de croissance avec une intervention aussi courte. » Sachant que le programme n'était pas prévu pour durer 10 ans, il a été décidé de ne pas mesurer le retard de croissance et l'émaciation. Certains participants à cette étude ont suggéré que la GIZ pourrait utiliser les données existantes des autorités de santé, mais ces données ne seraient pas représentatives des régions dans lesquelles le Programme mondial est actif et ne démontreraient donc pas avec précision l'impact du travail de la GIZ. Un collaborateur de la GIZ, « considère que le fait de ne pas avoir inclus le retard de croissance est vraiment une opportunité manquée ». Dans le même temps, il est important de comprendre que cette opportunité n'est peut-être pas définitivement écartée : les cinq composantes pays ont encore cinq ans devant elles. Cela donne, au moins à certaines d'entre elles, une véritable chance de commanditer des études anthropométriques et de démontrer l'impact qu'elles ont eu sur la prévalence de l'émaciation et du retard de croissance. Sachant qu'il existe des experts spécialisés dans la réalisation d'enquêtes anthropométriques, la collecte des données nécessaires ne devrait pas présenter de difficultés majeures pour la GIZ.



Un « agent du changement des comportements » au Burkina Faso faisant la promotion de bonnes pratiques d'hygiène. Photo : © GIZ/Michael Joøß.

santes pays, qui ont insisté pour que le programme présente aux membres de la communauté des données pouvant leur être utiles. La tâche la plus difficile risque de porter sur l'identification des données utiles. Exemples possibles : montrer (dans une vidéo ou avec des photos) la diversité des légumes cultivés par certains ménages ou présenter la proportion de ménages équipés d'un poste de lavage des mains et de savon. Le personnel des ONG partenaires de la GIZ souhaite plus particulièrement présenter des données permettant de comparer la communauté à d'autres afin de susciter davantage de compétitivité et de motivation.

Feuilles de résultats communautaires

Les collaborateurs des ONG partenaires de la GIZ ont fourni un feedback très positif sur l'utilisation des feuilles de résultats communautaires, un processus participatif au cours duquel les utilisateurs et les prestataires de certains services (vulgarisation agricole, etc.) fournissent séparément du feedback sur leur expérience de l'accès au service / la prestation de service. Le feedback fait ensuite l'objet d'une discussion commune (plus d'informations dans la [vidéo de CARE](#)). Le processus est facilité de manière non conflictuelle, en mettant l'accent sur le service dans sa globalité et non sur une personne en particulier. Il permet d'identifier et d'éliminer les obstacles à une meilleure utilisation et à une efficacité accrue de services importants. Selon un collaborateur de la GIZ : « les feuilles de résultats communautaires sont importantes parce qu'elles aident les gens à comprendre à la fois le côté offre et le côté demande, ce qui leur permet d'avoir la même vision globale des choses ».



Vidéo de CARE

Partage de données avec les communautés

Selon un collaborateur d'une organisation partenaire de la GIZ, « ... nous recueillons beaucoup de données auprès des communautés mais nous ne leur apportons que très rarement de feedback ... nous suivons les progrès et il est important que même les communautés locales en aient connaissance et puissent en tirer des leçons sur les raisons pour lesquelles certaines choses ne fonctionnent pas et d'autres fonctionnent ». Cette suggestion a trouvé un écho auprès des collaborateurs travaillant dans plusieurs des compo-

Supervision des « agents du changement des comportements »

Comme indiqué dans le chapitre précédent, les personnes chargées de promouvoir les comportements souhaités sont parmi les acteurs les plus importants du Programme mondial. Actuellement, la qualité de leurs activités (principalement sessions de groupe, formations et visites à domicile) est supervisée en fonction des besoins par le personnel de terrain des ONG partenaires de la GIZ. Il n'existe toutefois pas de système de S&E dédié fonctionnel capable de fournir des données fiables sur les principales forces et faiblesses des connaissances/compétences techniques, de communication et d'animation de ces « agents du changement des comportements ». Si ces données étaient disponibles, il serait beaucoup plus facile de faire en sorte que les actions de renforcement des capacités ciblent les principales lacunes. Le moyen le plus simple de remédier à ce problème serait de créer une liste de contrôle électronique permettant de savoir dans quelle mesure les « agents du changement des comportements » possèdent et utilisent les connaissances et les compétences souhaitées (des exemples de telles listes de contrôle figurent dans le document [Faites de Moi un Agent du Changement](#)). La liste de contrôle pourrait être utilisée par les partenaires de la GIZ chaque fois qu'ils observent la manière dont les professionnels de santé communautaires, les leaders des groupes de prestataires de soins, les vulgarisateurs agricoles et autres intervenants font la promotion des comportements souhaités, et apporter au programme des données en temps réel. Dans le même temps, ces « agents du changement des comportements » pourraient recevoir un feedback structuré et immédiat de la part de ces « superviseurs » au sujet de leurs points forts et des possibilités d'amélioration.



Faites de Moi un Agent du Changement

Et après ?

Avez-vous trouvé nos enseignements utiles ? Voici ce que vous pouvez faire :

- ✓ Envoyez ce rapport à vos collègues ou partenaires et encouragez-les à le lire.
- ✓ Pendant votre prochaine réunion, discutez des enseignements que votre programme pourrait utiliser et de la manière de procéder.
- ✓ Vos remarques sont très utiles pour nous. Faites-nous savoir si et comment vous avez utilisé ces leçons ! Email : annekathrin.rosa@giz.de

Votre notes sur le CSC

Vous trouverez de plus amples informations sur le CSC dans le guide de la GIZ





Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Mandaté par



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement